



**ACCORD CADRE 2026\_001**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

**REALISATION DE PRESTATIONS MULTISERVICES  
(DONT ACCUEIL)**

## SOMMAIRE

1.	Descriptif de l'AMF.....	4
2.	Parties contractantes .....	4
3.	Documents régissant l'accord-cadre.....	4
3.1.	Textes applicables .....	4
3.2.	Documents contractuels .....	4
3.3.	Réalisation de prestations similaires .....	5
4.	Définitions .....	5
5.	Objet de l'accord-cadre.....	5
6.	Forme de l'accord-cadre .....	5
7.	Durée de l'accord-cadre.....	6
8.	Descriptif des prestations .....	6
9.	Modalités d'exécution .....	6
9.1.	Lieux d'exécution des prestations .....	6
9.2.	Délais d'exécution .....	6
10.	Modalités de déclenchement des prestations .....	6
10.1.	Prestations unitaires (A Bons de commandes) .....	6
10.2.	Prestations forfaitaires .....	7
11.	Modalités de réception des prestations .....	7
12.	Obligations du titulaire .....	7
12.1.	Obligations générales.....	7
12.2.	Obligations d'information, de conseil et de mise en garde .....	7
12.3.	Obligations du titulaire vis-à-vis de son personnel .....	7
12.4.	Tenue vestimentaire et comportement du personnel du titulaire .....	8
13.	Garanties relatives au personnel .....	8
13.1.	Garantie de compétence .....	8
13.2.	Garantie de continuité des prestations .....	8
13.3.	Présentation et changement d'intervenant.....	8
13.4.	Non sollicitation du personnel .....	9
14.	Prix du marché .....	9
14.1.	Caractéristiques des prix.....	9
14.2.	Modalités de variation des prix.....	9
14.3.	Taxe sur la valeur ajoutée (tva).....	10
14.4.	Prestations sur devis .....	10
15.	Pénalités .....	10
15.1.	Pénalités liées à des indicateurs .....	10
15.2.	Pénalités diverses.....	11
15.3.	Plafonnement des pénalités .....	12
16.	Modalités de facturation et de paiement.....	12
16.1.	Formalisation des demandes de paiement.....	12

Transmission électronique des factures .....	12
Mentions obligatoires des factures dématérialisées .....	12
16.2. Modalités de paiement .....	13
17. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement .....	13
18. clause de réexamen .....	14
18.1. Volumétrie .....	14
18.2. Montant maximum .....	14
19. Confidentialité .....	14
20. Sous-traitance .....	15
20.1. Dispositions générales .....	15
20.2. Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement .....	15
20.3. Paiement direct du sous-traitant .....	16
20.4. Obligations du Titulaire a l'égard de ses sous-traitants .....	16
21. Protection de la main d'œuvre et condition de travail .....	16
22. Responsabilité et assurances .....	17
22.1. Responsabilité .....	17
22.2. Assurances .....	17
23. Résiliation .....	18
24. Recours occasionnel à des prestataires extérieurs .....	18
25. Cession du contrat .....	18
26. Procédure en cas de litige .....	18
27. Langue et droit applicable .....	19
28. Dérogations au CCAG/FCS .....	19

## 1. DESCRIPTIF DE L'AMF

L'Autorité des marchés financiers est le régulateur de la place financière de Paris. Elle compte aujourd'hui environ 500 collaborateurs pour accomplir ses missions de protection de l'épargne, de veille quant à la qualité financière et de suivi du bon fonctionnement des marchés financiers.

L'Autorité des marchés financiers est un organisme public indépendant, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, qui a pour missions de veiller :

- à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers,
- à l'information des investisseurs,
- au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

Elle est dotée d'un pouvoir d'enquête et de contrôle ainsi que d'un pouvoir de sanction et a un rôle pédagogique, d'information, et de médiation dans le cadre de la protection de l'épargne

## 2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties au contrat sont :

- l'Autorité des marchés financiers (dénommée dans le présent document par « AMF » ou « pouvoir adjudicateur »), autorité publique indépendante, est l'organisme qui conclut l'accord-cadre avec le Titulaire. L'AMF est représentée par la Présidente de l'Autorité des marchés financiers ou par ses délégués dûment désignés ;
- le Titulaire de l'accord-cadre, dénommé « le Titulaire » dans le présent document.

## 3. DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

### 3.1. TEXTES APPLICABLES

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 dudit code.

### 3.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont, dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement dûment renseigné, daté et signé par la personne dûment habilitée à engager la société, accompagné de la Décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) et du bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance le cas échéant, et leurs avenants éventuels ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP), ainsi que ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 01 avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire intégrant le document relatif à l'organisation des sites.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord-cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint à l'accord-cadre, le CCAG/FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'AMF.

### 3.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'AMF peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau contrat peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 4. DEFINITIONS

Dans le présent accord-cadre, chacune des expressions ci-dessous aura la signification donnée infra :

- « CCAP » : désigne le cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre.
- « CCTP » : désigne le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre
- « Accord-cadre mono-attributaire » : au sens du présent document, désigne le contrat notifié à un seul Titulaire.
- « Bon(s) de Commande » : Désigne les commandes passées sur la base des prestations chiffrées au bordereau des prix unitaires, et qui en précisent les quantités.

## 5. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations d'accueil physique, standard téléphonique et multiservices des immeubles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## 6. FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono attributaire et exécuté pour partie forfaitairement, et pour partie par bons de commandes à chaque survenance de besoin conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum uniquement pour la part à bons de commande (ces montants ne comprennent pas la part forfaitaire).

Part unitaire	Montant maximum (durée totale)
(prestations à bon de commandes uniquement)	80 000 € HT (96 000€ TTC)

Pour l'ensemble des prestations (unitaires et forfaitaires), sur la durée totale du marché, le montant estimé du marché est d'environ 1 416 000 €HT (soit environ 1 700 000 €TTC).

- ☐ **Le montant maximum** est contractuel, toutefois, il n'a pas vocation à être atteint : il correspond au seuil limite à l'atteinte duquel le marché prend fin. Toutefois le titulaire s'engage à honorer ce montant de commande le cas échéant. Ce montant comprend donc une part d'aléas.
- ☐ **Le montant estimé** est communiqué à titre indicatif, pour permettre une meilleure prise en compte des besoins par les candidats. Il n'est pas contractuel.

Conformément à l'article L.2113-11 du code précité, l'accord-cadre n'est pas alloti : la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

## **7. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux années fermes à compter de sa date de notification au titulaire. Il peut ensuite être reconduit tacitement par périodes d'une année, dans la limite de deux reconductions. La durée totale maximale de l'accord-cadre est ainsi limitée à quatre ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction, cette décision doit être notifiée au Titulaire par l'AMF par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de trente jours avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité ni d'aucun préjudice en cas d'absence de reconduction de l'accord-cadre.

Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Elles sont exécutoires, même après la fin du délai contractuel de l'accord-cadre, pour un délai de trois mois maximums après l'accord-cadre.

## **8. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS**

Les prestations sont décrites précisément au CCTP de l'accord-cadre.

## **9. MODALITES D'EXECUTION**

### **9.1. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations s'exécutent aux adresses suivantes :

- Sur le site VIVIENNE, situé 17 place de la Bourse 75002 Paris,
- Sur le site REAUMUR, situé 119 rue Réaumur 75002 Paris,

### **9.2. DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande.

Les prestations sont réalisées tout au long de l'année y compris au cours des mois d'août et de décembre.

## **10. MODALITES DE DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS**

### **10.1. PRESTATIONS UNITAIRES (A BONS DE COMMANDES)**

Les prestations sont activées par l'envoi d'un bon de commande à chaque survenance de besoin.

Le bon de commande transmis par l'AMF au titulaire comporte les informations suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre (2026\_001),
- la description et les modalités de réalisation de la prestation
- la date d'exécution de la prestation,
- les lieux d'exécution des prestations,
- le prix HT et TTC des prestations au regard du BPU.

## 10.2 PRESTATIONS FORFAITAIRES

Les prestations forfaitaires s'exécutent à compter de la date de notification de l'accord-cadre, dans le respect des délais figurant dans le CCTP.

## 11. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Le chapitre 5 du CCAG FCS (articles 27 à 33) s'applique.

## 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 12.1. OBLIGATIONS GENERALES

Le titulaire se doit de réaliser les prestations conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution présent accord-cadre sous réserve de causes imputables à l'AMF.

Cette obligation de résultat concerne notamment :

- le respect des horaires des prestations ;
- le respect des quantités et la qualité des prestations commandées ;
- le niveau de prestation de service.

### 12.2. OBLIGATIONS D'INFORMATION, DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE

Le titulaire est tenu à l'égard de l'AMF à une obligation d'information, de conseil, et de mise en garde, notamment d'alerte.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée de l'accord-cadre, c'est-à-dire jusqu'à la réception des prestations effectuées par le titulaire au titre du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer l'AMF de toute difficulté, dès qu'il les rencontre ou qu'il en prend connaissance.

### 12.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SON PERSONNEL

Le Titulaire fait intervenir son personnel dans les locaux de l'AMF ; à ce titre, il se conforme au règlement intérieur en ses dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité en application dans ses locaux.

Le Titulaire conserve l'autorité hiérarchique et disciplinaire sur les intervenants mobilisés. Il assure leurs encadrement, évaluation et gestion administrative, comptable et sociale de son personnel.

Le Titulaire est également tenu de communiquer et de faire respecter par chacun de ses salariés intervenant dans les locaux de l'AMF, les prescriptions suivantes, la liste n'étant en aucun cas limitative :

- ils ne peuvent bénéficier des avantages applicables aux salariés de l'AMF ;
- ils ne sont pas salariés de l'AMF et demeurent pendant toute la durée de leur mission sous la seule subordination et responsabilité de leur employeur ;
- ils doivent se référer à leur employeur, ou à la personne responsable de la mission désignée par leur employeur, dans l'exécution de leur travail ;
- ils doivent, cependant, se conformer aux dispositions relatives aux conditions d'entrée et de sortie dans les locaux, ainsi que d'hygiène et sécurité applicables à l'AMF ;

- ils doivent rester dans les locaux qui leur sont affectés pour l'exécution de leur mission, et doivent porter en permanence le badge d'intervenant extérieur qui leur a été remis dans les conditions définies au CCTP.

La relation contractuelle s'exerce uniquement avec le titulaire, qui reste responsable de l'exécution du marché.

#### **12.4. TENUE VESTIMENTAIRE ET COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Le titulaire fournit à son personnel une tenue vestimentaire appropriée dans les conditions décrites au CCTP.

Le titulaire veille à ce que les intervenants fassent preuve de ponctualité, de correction, de discrétion, de confidentialité et de réserve, se conforment aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur à l'AMF, et suivent les consignes données par le représentant de l'AMF pendant sa présence dans les locaux de l'AMF.

### **13. GARANTIES RELATIVES AU PERSONNEL**

#### **13.1. GARANTIE DE COMPETENCE**

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations objet de l'accord-cadre des intervenants de compétences et de qualification adaptées aux besoins de l'AMF, conformément aux attentes décrites au CCTP.

Le titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins de l'AMF ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté.

#### **13.2. GARANTIE DE CONTINUITE DES PRESTATIONS**

La continuité des prestations doit être assurée dans les mêmes conditions, de qualité, de délais et de prix durant toute la durée de l'accord-cadre.

La grève du personnel du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants ne constitue pas un cas de force majeure permettant l'indemnisation du Titulaire.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et, le cas échéant, remplace le personnel défaillant ou indisponible par du personnel de compétence et de qualification équivalentes, dans un délai ne portant pas atteinte à la bonne exécution des prestations.

#### **13.3. PRESENTATION ET CHANGEMENT D'INTERVENANT**

Une réunion de lancement est organisée dès la notification du marché afin de présenter les équipes affectées par le titulaire à la réalisation des prestations.

Si, lors de la réalisation de la prestation, l'AMF juge que le comportement ou les compétences d'un intervenant du titulaire ne sont pas conformes aux engagements pris par le titulaire dans son offre ou ne correspondent pas aux qualifications requises pour la bonne réalisation des prestations, l'AMF peut réclamer son remplacement.



Un intervenant du titulaire affecté à la prestation peut également être remplacé à l'initiative du titulaire. Le remplacement doit être dûment justifié et doit avoir lieu après accord de l'AMF ou, à défaut, dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier notifiant ce remplacement.

Quelle qu'en soit l'initiative, le titulaire procède au remplacement en veillant à proposer des compétences et expériences équivalentes, et à garantir aucune répercussion sur la qualité du service fait et sur les délais d'exécution des prestations.

Le transfert de compétence est à la seule charge du titulaire et ne saurait être facturé à l'AMF.

#### **13.4. NON SOLLICITATION DU PERSONNEL**

Chaque partie s'engage à ne solliciter aucun des membres du personnel de l'autre partie, et ce pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

### **14. PRIX DU MARCHÉ**

#### **14.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX**

Les prix sont pour partie forfaitaires et pour partie unitaires, conformément aux pièces financières du marché.

Les prix sont fixés en euros (€) HT.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Concernant l'achat de fournitures et consommables pour des besoins urgents et/ou exceptionnels un montant de 1000€ par an est prévu (cf. DPGF et CCTP) ; les achats entrant dans ce montant annuel de 1000€, sont systématiquement accompagnés de justificatifs.

Des prestations occasionnelles (14.4 ci-après) sont passées par bons de commande sur la base de devis préalables.

#### **14.2. MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois de la signature de l'acte d'engagement de l'accord-cadre par le titulaire (mois de référence).

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre puis révisable chaque année en fonction des indices ci-dessous :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ ICHT} - \text{TS} / \text{ICHT} - \text{TS}_0)$$

où :

- P = prix révisé hors taxes
- P<sub>0</sub> = prix initial hors taxes
- S<sub>0</sub> = dernière valeur de l'indice « Syntec » connue à la date de notification du présent marché
- S<sub>1</sub> = dernière valeur de l'indice « Syntec » connue à la date de révision

La date de révision est fixée au lendemain de la date anniversaire du marché. La formule de révision de prix sera applicable à toutes les prestations commandées à partir de cette date de révision, ainsi qu'aux prestations forfaitaires exécutées à compter de cette date.

Dans ce cas, le Titulaire communique les nouveaux prix à l'AMF avec un préavis de 30 jours calendaires avant la date d'application. En cas de non-respect de ce délai, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour l'année suivante.

#### 14.3. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

La TVA applicable est celle en vigueur au moment du fait générateur.

#### 14.4. PRESTATIONS SUR DEVIS

Si en cours d'exécution, **de manière occasionnelle**, des besoins directement rattachés à l'objet du marché et non prévus à la décomposition de prix globale et forfaitaire, ni au BPU, surviennent, le titulaire transmet à la demande de l'AMF un devis détaillé. **Le cas échéant, le devis comporte une décomposition du prix précisant les postes de dépense par nature.**

L'éventuelle discussion postérieure à l'émission de devis doit permettre à l'AMF de vérifier le caractère adéquat des modalités techniques et financières de la réalisation des prestations et de la satisfaction de ses besoins. La production de devis ne constitue pas une prestation au sens du présent marché et ne peut donc donner lieu au versement d'une rémunération. Elle ne crée aucun droit à recevoir une commande.

Si le devis est validé, **l'AMF adresse au Titulaire un bon de commande sur la base du devis.** (Ce devis doit avoir été accepté de manière formelle et écrite par l'AMF avant tout commencement d'exécution des prestations).

Le bon de commande adressé au titulaire indique notamment :

- ☐ le numéro et l'intitulé du marché ;
- ☐ le numéro du bon de commande ;
- ☐ le détail des prestations commandées ;
- ☐ le prix en euros HT et en euros TTC du bon de commande.

Sauf précision contraire dans les bons de commande, ces prestations sont facturées en totalité après service fait.

Les prestations sont contractualisées sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Dans tous les cas, **ces prestations sur devis ne peuvent représenter plus de 10% du montant total du marché sur toute sa durée.**

Concernant l'achat de fournitures et consommables pour des besoins urgents et/ou exceptionnels, si le montant de 1000€ par an est dépassé, un devis est demandé, dans les conditions du présent article.

### 15. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

En cas de non-respect des obligations qui incombent au Titulaire, l'AMF se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'AMF pourra prétendre, et sans mise en demeure préalable.

#### 15.1. PENALITES LIEES A DES INDICATEURS

Afin de permettre de mesurer et de suivre la qualité des prestations fournies et l'amélioration de cette qualité et des performances, les parties ont convenu des indicateurs énoncés dans les fiches de service (cf. CCTP).

Ces indicateurs prennent effet au maximum trois mois après la signature du présent contrat du régime établi.

Compte tenu de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions les prestations objet du présent contrat, en cas de non-respect par le titulaire des objectifs et obligations de résultat, le titulaire se voit sanctionné par l'application de pénalités.

L'application des pénalités n'est pas exclusive de la recherche de la responsabilité du titulaire, ni de la demande de dommages et intérêts pour des dommages résultants de l'exécution de la prestation.

Les pénalités ne sont pas applicables si le non-respect des engagements contractuels est dû à un cas de force majeure ou à une décision du Client remettant en cause l'organisation du titulaire, preuve à charge du titulaire.

Les pénalités sont calculées à compter de l'instant où les manquements ont été constatés suivie d'une confirmation écrite au titulaire par l'AMF.

Les pénalités sont applicables par prestation forfaitaire mensuelle objet du marché, et par bon de commande.

Elles sont cumulables.

## 15.2. PENALITES DIVERSES

Les causes et montants des pénalités sont présentées dans le tableau ci-après. Il est précisé que, bien que les dysfonctionnements constatés donnant lieu à pénalités, peuvent être du fait du titulaire ou de ses sous-traitants et/ou fournisseurs, les pénalités ne sont appliquées qu'au Titulaire, charge à lui de les répercuter aux sous-traitants et/ou fournisseurs en cause.

CAUSES		MONTANTS (€ NET)
Retard dans la remise de documents		Par jour de retard, 50 €
Absence à réunion ou mauvaise représentation	Réunion périodique	Par constat, 200 €
	Sur convocation	Par constat, 500 €
Défaut devoir de conseil		Par constat, 1 000 €
Défaut d'information, de planification, d'organisation		Par constat, 50 €
Non-respect des règles d'utilisation des moyens de communication fournis par l'AMF		Par constat, 500 €
Non-continuité d'une prestation		Par constat, 200 €
Retard phase de prise en charge du site et/ou rédaction plan de prévention		Par semaine, 500 €
Non réalisation des PPS ou PP des entreprises intervenantes sur le site		Par constat, 500 €
Défaut de maîtrise des sous-traitants et entreprises tierces		Par constat, 100 €
Equipements (EPI) et/ou tenues non conformes	Raisons de sécurité ou sûreté	Par constat, 500 €
	Hors d'états	Par constat, 150 €
	Non adaptés ou absents	Par constat, 300 €
Non-respect des consignes et/ou règles internes de l'AMF et/ou procédures et/ou plans de prévention	Générales (règlement intérieur, gestion des DI...)	Par constat, 200 €
	De sécurité	Par constat, 500 €
Non-respect des horaires d'exécution		Par heure commencée, 50 € / heure, jusqu'au rétablissement de la situation
Non-réalisation de la prestation	Service attendu	Par constat, 100 €
	Prestations ponctuelles	Par constat, 100 €
Non tenue à jour de la documentation ou affichage		Par constat, 150 €
Non tenue à jour de la base de données		Par constat, 150 €
Atteinte à l'image du CLIENT		Par constat, 2 000 €
Défaut administratif		Par constat, 100 €
Non-respect des clauses d'assurances		Par constat, 500 €

En outre, en cas de la non-atteinte des objectifs qualité définis dans le CCTP, une pénalité du pourcentage entre le niveau atteint et le niveau requis du montant mensuel de la prestation en défaut pourra être appliquée.

### Exemple :

Contrôle qualité de la prestation accueil à 79% => l'objectif étant à 80%, une pénalité de 1% du montant mensuel TTC de la prestation accueil sera appliquée.

### 15.3. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant forfaitaire mensuel TTC relatif à la prestation forfaitaire concernée ou 20% du bon de commande concerné.

Par ailleurs, dès lors que le montant des pénalités sur les prestations forfaitaires atteint à plus de 2 reprises sur une année le plafond des 20%, l'AMF dispose du droit de résilier le contrat pour faute, aux torts exclusifs du Titulaire.

## 16. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont payées par l'Autorité des marchés financiers.

Le règlement correspondant aux prestations réalisées s'effectue, après service fait et validé par l'AMF.

Les demandes de paiement sont effectuées sur présentation des factures après contrôle de la bonne exécution des prestations et présentées selon les modalités définies ci-après.

### 16.1. FORMALISATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

#### Transmission électronique des factures

Le titulaire s'engage à transmettre ses factures émises au titre du présent accord-cadre de manière dématérialisée en les déposant sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La documentation utile, ainsi que le guide utilisateur, sont disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

#### Mentions obligatoires des factures dématérialisées

Pour pouvoir être acceptées par l'AMF, les factures doivent impérativement comprendre les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture ;
2. la désignation de l'émetteur (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
3. la désignation de l'AMF en tant que destinataire de la facture (SIRET n°110 000 239 00019) ;
4. le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
5. la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
6. la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
7. le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
8. le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
9. le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
10. le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
11. le numéro du bon de commande en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande ;
12. le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'AMF.

Il est entendu que ces mentions obligatoires ne se substituent pas aux mentions obligatoires fixées par le code de commerce et le code général des impôts conditionnant la validité de la facture. Cas de la sous-traitance :

Les sous-traitants admis au paiement direct doivent adresser leur facture ou demande de paiement via le portail Chorus Pro, un accord du titulaire étant nécessaire pour valider cette demande.

Chorus Pro sollicite le titulaire par courriel pour validation de la facture dématérialisée transmise par le sous-traitant. Le titulaire valide ou refuse la demande de paiement en se connectant sur Chorus Pro. Il est précisé que

conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée et est transmise à l'AMF.

La demande de paiement, validée ou refusée, est alors transmise à l'AMF par le portail.

## **16.2. MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement correspondant aux prestations s'effectuera dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures correspondantes.

- Le paiement des prestations forfaitaires est effectué mensuellement.
- Le paiement des prestations à bons de commande est effectué après service fait, ou dans les conditions prévues dans les bons de commande.

Le délai de paiement peut être suspendu une fois par l'AMF, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Le comptable assignataire, chargé des paiements est l'Agent comptable de l'AMF.

## **17. INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT**

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En cas de désaccord sur le montant du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent CCP sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **18. CLAUSE DE REEXAMEN**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1, R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

La présente clause ne peut s'appliquer qu'aux cas mentionnés dans le présent article.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du contrat.

### **18.1. VOLUMETRIE**

L'AMF se réserve la possibilité de diminuer ou d'augmenter le volume des prestations forfaitaires à réaliser, ou d'apporter toute modification qu'il jugera utile sans avoir à expliciter sa position dans une fourchette de plus ou moins 10 % par rapport à l'activité déclarée initialement dans le présent marché (cf. DPGF). Au-delà ou au-deçà de 10% les prix indiqués au BPU seront applicables.

Dans le cas où une décision de fermeture de bâtiment, ou d'instauration d'un jour fixe de télétravail hebdomadaire, il pourrait être demandé au titulaire de faire preuve de flexibilité en ajustant le temps de présence de l'équipe ; si cette situation devient pérenne, elle fait l'objet d'un avenant.

En cas de persistance de cette modification du niveau de volumétrie sur une durée supérieure à 3 mois un avenant sera conclu entre les parties pour évaluer le niveau du forfait.

### **18.2. MONTANT MAXIMUM**

Le montant maximum initialement prévu peut faire l'objet d'un réexamen dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent marché atteint 75% du montant maximum défini à l'article 6 ci-dessus.

## **19. CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage vis-à-vis de l'AMF à maintenir secrets, ou confidentiels, tous renseignements, documents ou toutes informations reçus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ne soient divulguées à un tiers sans autorisation expresse de l'AMF. Ainsi le titulaire ne peut ni communiquer, ni divulguer, ni publier, ni faire état, de quelque manière que ce soit, de tels renseignements, documents ou produits.

Le titulaire s'engage à ne pas mettre en place de dispositif de surveillance des informations consultées par l'AMF et ne pas divulguer les requêtes ou consultations de données faites par l'AMF.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte ou suite à sa demande dans la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre, y compris des sous-traitants, et reste responsable du respect de celle-ci.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'AMF se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et sans préjudice de la faculté de l'AMF de mettre en place toute procédure judiciaire à l'égard du titulaire et de ses préposés.

## 20. SOUS-TRAITANCE

### **NOTA BENE**

**L'AMF porte une attention particulière aux modalités administratives relatives à la sous-traitance en cours d'exécution du marché.**

Un soin particulier est attendu de la part du titulaire concernant **les demandes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants.**

Pour rappel, une société sous-traitante ne peut intervenir **que si l'acte spécial de sous-traitance est signé**, par le titulaire et par l'AMF.

Cet aspect est abordé lors de la réunion de lancement du marché : des précisions sont apportées à ce moment le cas échéant.

### **20.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Le titulaire du présent accord-cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu de l'AMF l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite. Chaque sous-traitant est soumis aux obligations et garanties listées au présent document.

### **20.2. ACCEPTATION DES SOUS-TRAITANTS ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT**

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'AMF une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie, et notamment le sous-traitant justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'AMF met en œuvre les dispositions de l'article R.2193-9 du code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'AMF ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties, dénommé « formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance » téléchargeable sur le site du Ministère de l'Economie et Finances (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>). Figurent dans l'acte spécial les renseignements ci-dessus mentionnés au 1.

A réception de la demande de sous-traitance, l'AMF dispose d'un délai de trente (30) jours ouvrables pour accepter ou non le sous-traitant et ses conditions de paiement. Sans réponse de la part de l'AMF au-delà de ce délai, l'absence de réponse de l'AMF équivaut à un rejet de la demande.

L'AMF peut librement donner son accord ou le refuser pour toute opération de sous-traitance.

### **20.3. PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'AMF, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Toute clause de renoncement au paiement direct est réputée non écrite.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

### **20.4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE A L'EGARD DE SES SOUS-TRAITANTS**

Le titulaire reste personnellement responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et il demeure le seul interlocuteur de l'AMF. Il assume donc entièrement seul pendant la durée de l'accord-cadre, devant l'AMF comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée aux prestations pour lesquelles il est engagé.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance est agréée par l'AMF, le titulaire doit :

- ☐ s'assurer que son sous-traitant est notamment apte à exécuter une bonne qualité des prestations que le titulaire lui confie, à respecter les règles de sécurité propres à l'AMF et aux prestations concernées ;
- ☐ s'engager à répercuter à son sous-traitant, au titre de son contrat de sous-traitance, l'ensemble des obligations contractuelles définies à l'accord-cadre, en particulier celles propres aux prestations qu'il exécutera.

L'autorisation de sous-traitance partielle ne libère pas le titulaire de ses obligations contractuelles. Le titulaire garantit en outre l'AMF contre tout manquement d'un de ses sous-traitants ou de tout autre intervenant de son fait ou du fait de ses sous-traitants.

## **21. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITION DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail françaises.



Le Titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ratifiées par la France :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire atteste sur l'honneur que le travail est et sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, L1221-10 et L1221-12 et R3243-1 à R3243-5 du Code du Travail ou règle d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **22. RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

### **22.1. RESPONSABILITE**

Les dommages de toute nature causés de façon directe ou indirecte au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés de façon directe ou indirecte au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité et les prestations réalisées, y compris contre le recours des voisins.

### **22.2. ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit produire, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, une attestation de son assureur valable à la date de signature du présent marché précisant les risques et montants garantis, les montants des franchises applicables, et l'identité de l'assureur et de l'assuré.

Chaque année, le titulaire devra présenter une nouvelle attestation actualisée, et l'adresser à l'AMF (DAF/ Pôle Juridique).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **23. RESILIATION**

Le chapitre 7 (article 38 à 45) du CCAG FCS s'applique.

## **24. RECOURS OCCASIONNEL A DES PRESTATAIRES EXTERIEURS**

Dans l'hypothèse où le titulaire ne pourrait pas assurer ses prestations, il en avise obligatoirement dans les plus brefs délais l'AMF par écrit motivé. Dans ce cas, l'AMF se réserve la possibilité de s'adresser à un autre prestataire, ou de réaliser elle-même les prestations.

Cet article n'autorise en rien le titulaire à ne pas exécuter ses engagements contractuels et ne préjuge pas de l'exercice par le Pouvoir adjudicateur d'actions de nature à sanctionner un tel comportement.

## **25. CESSION DU CONTRAT**

Par cession de contrat, on entend tout remplacement du Titulaire par un tiers au contrat, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du contrat ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'AMF qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent contrat au stade de l'appel à candidature.

L'AMF disposera, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

En outre, le Titulaire doit informer sans délai l'AMF de toute modification affectant son capital social, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du contrat.

## **26. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE**

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout litige né de l'exécution du présent contrat et à défaut d'accord amiable, relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de PARIS sis 7 rue de Jouy 75181 PARIS Cedex 04.

## 27. LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Le présent Cahier des clauses administratives particulière est régi par la loi française.

Tous les contacts commerciaux ainsi que les réunions entre le Titulaire et l'AMF se feront exclusivement en langue française.

## 28. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Les dérogations au CCAG/FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG/FCS
3.2 « Documents contractuels »	4.1 « Ordre de priorité »
9.1 « Lieu d'exécution »	17 « Lieu d'exécution »
9.2 « Délais d'exécution » + CCTP	13 « Délai d'exécution »
14 « Prix »	11.1 « Avances »
15 « Pénalités »	14 « Pénalités pour retard »
16 « Modalités de facturation et de paiement »	11 « Précisions sur les modalités de règlement »